

BARO GRAPHIE

PAYS DE LORIENT

SUIVEZ-NOUS



www.audelor.com

Croissance

France

Prévision 2015 : +1,2 %

Entreprises

Morbihan

Créations 1^{er} trimestre : +24 %

Chômage

Pays de Lorient

Juin 2014/2015 : +3 %

Embauches

Pays de Lorient

1^{er} trimestre 2015 : +4,6 %

SOMMAIRE

Déplacements

Parc automobile

6

Nombre de véhicules,
âge, type de carburant...
Coup de projecteur
sur le parc automobile.

Aménagement

Optimisation

8

Comment densifier
les zones d'activité
en réattribuant les
espaces sous-utilisés ?

Économie

Implantations

10

Le point sur les
disponibilités dans
le parc de bureaux
et les zones d'activité.

Économie

Commerce

18

L'observation
du commerce
confirme une série
de mutations.

Énergie

Production

21

Panorama de la
production d'énergies
renouvelables en Bretagne
et au Pays de Lorient.

» Actualité des
entreprises.....page 12

» Conjoncture.....page 14



Dans une conjoncture nationale et internationale encore difficile, nous sommes, localement, particulièrement attentifs à la publication de certains indicateurs clés. À combien se situe la "croissance" ? Combien d'emplois créés ? Quelle évolution de la consommation des ménages ? Quelles évolutions démographiques ? Qui part, qui arrive ?

Mais une statistique ne veut pas dire grand-chose par elle-même. Ce qui lui donne du sens c'est la mise en perspective avec d'autres chiffres, d'autres situations. À ce titre, AudéLor et l'INSEE ont entrepris de comparer les évolutions socio-économiques du Pays de Lorient avec un "panel" de 8 territoires dont le volume de population ou la proximité géographique rendaient la comparaison pertinente. La situation locale apparaît proche des territoires observés. Pour certains indicateurs, moins favorables pour Lorient, l'écart se comble : dynamique d'emplois et niveau de qualification. Voilà qui rassure.

AudéLor dispose aussi d'observatoires (bureaux, foncier, commerce) qui, installés dans le temps, permettent de mettre en évidence les dynamiques et cherchent à déceler au plus tôt les nouvelles tendances qui seront les réalités de demain.

Il est également utile de compléter ce travail de mise en perspective du territoire par des éclairages sur des points particuliers, comme le parc automobile ou la production locale d'énergie également à découvrir dans ce numéro.

» Observation du territoire

Trajectoire économique du Pays de Lorient

Démographie, emploi,
résultats économiques...
Comment se situe le Pays de Lorient
par rapport à huit autres territoires
dont les profils sont approchants ?

» Étude comparée à découvrir P. 2



Barographe N° 24
septembre 2015

ISSN 1764-6693

Tirage : 1 200 exemplaires

Directeur de la publication : Philippe Leblanché

Rédaction : AudéLor 02 97 12 06 40

Adaptation textes : eTrema 02 96 29 35 75

Design graphique : Alyzés 02 97 21 81 10

Impression : Concept Imprimerie

AudéLor
Observatoire du territoire

PAYS DE LORIENT

Trajectoire du Pays de Lorient

➤ En confrontant le Pays de Lorient à un panel de huit territoires aux profils approchants, INSEE et AudéLor ont mis en évidence de nombreux points de convergence et aussi quelques différences. Des spécificités qui sont ses points forts ou ses fragilités, observées au travers d'un ensemble d'indicateurs démographiques, économiques et sociaux.

Sources

→ INSEE analyses Bretagne n°21 Juin 2015 "Aire urbaine de Lorient : une convergence du tissu productif, de l'emploi et de l'attractivité"

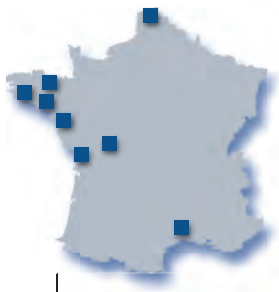
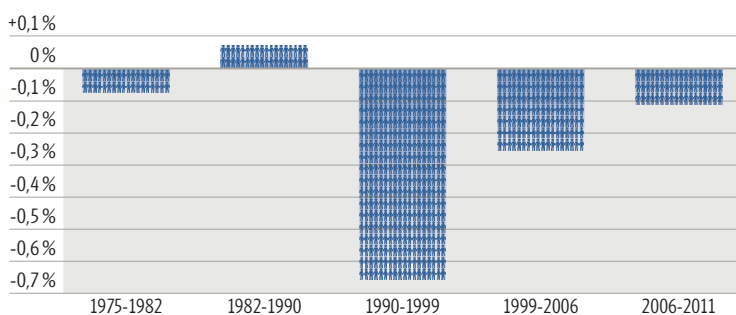
LES HUIT TERRITOIRES DE RÉFÉRENCE

Le panel est constitué de cinq territoires comparables par le nombre d'habitants au sein de l'aire urbaine **Dunkerque, La Rochelle, Saint-Nazaire, Poitiers** et **Nîmes** et trois territoires proches géographiquement : **Vannes, Quimper** et **Saint-Brieuc**.

Dynamique d'emploi : les écarts s'estompent

Depuis 1990, la croissance de l'emploi a été plus faible dans l'aire urbaine de Lorient que dans le panel de référence. L'écart maximum a été atteint entre 1990 et 1999 avec une variation annuelle de l'emploi de +0,2% pour l'aire urbaine de Lorient contre +0,9% pour le référentiel. À cette période, la fermeture de la base des sous-marins et des restructurations dans la construction navale et la filière de la pêche ont pesé sur l'économie locale.

Depuis ces chocs économiques, un phénomène de convergence s'observe dans plusieurs domaines. En premier lieu, l'emploi local progresse sur la période 2006-2011 à un rythme annuel (+0,4%) se rapprochant peu à peu de celui du référentiel (+0,6%). L'écart de croissance s'estompe plus rapidement pour l'emploi du secteur présentiel que pour l'emploi productif. Sur le champ de l'emploi salarié marchand, l'aire urbaine de Lorient a mieux résisté à la première phase de la crise récente (2008-2011) que les autres aires urbaines observées. Les pertes d'emplois industriels ont notamment été moins prononcées.



Différentiel de créations d'emplois entre Lorient et le panel

Source : INSEE-AudéLor

Le niveau de qualification progresse

Le phénomène de convergence s'observe également sur la qualification des emplois notamment sur la période récente. En effet, en 5 ans, le niveau de qualification a augmenté plus fortement dans l'aire urbaine lorientaise que dans le référentiel. C'est vrai à la fois pour l'ensemble des cadres et pour les cadres des fonctions métropolitaines (+67% de 1999 à 2011).

De même, au sein des arrivées d'actifs sur le territoire, la part des cadres est supérieure à celle du panel (16% des arrivées contre 15%). C'est celle des employés qui est inférieure. Aujourd'hui, la part des professions libérales et des cadres d'entreprise ainsi que des cadres des fonctions métropolitaines est équivalente à celle du panel. Toutefois, les cadres de la fonction publique restent nettement moins présents dans les arrivées à Lorient (5,2% contre 5,7%).

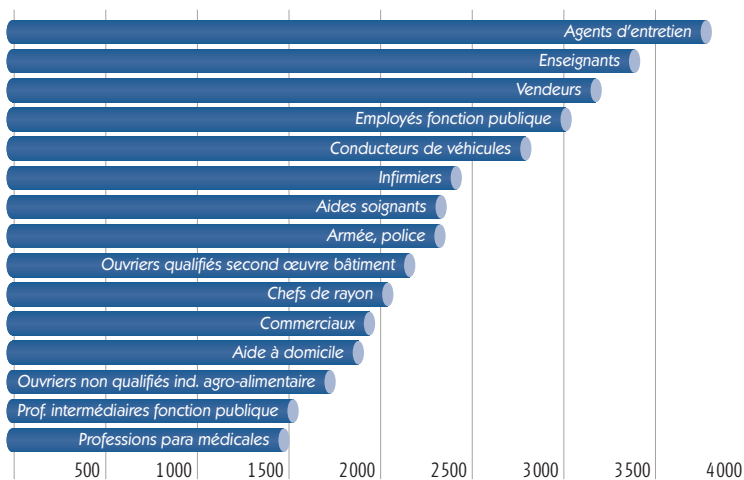
CADRES

+67%

Le Pays de Lorient a comblé son déficit de niveau de qualification grâce à une hausse de 67% du nombre de cadres entre 1999 et 2011

Le tertiaire gagne du terrain

Comme les territoires du panel, le tissu économique de l'aire urbaine de Lorient est à dominante tertiaire. La tertiarisation s'est accentuée ces dernières années ce qui l'a encore rapproché du profil moyen du panel. Les 15 premiers métiers du Pays de Lorient (43% de l'ensemble des emplois) sont en grande partie des métiers tertiaires. À deux exceptions près, ce sont aussi les 15 premiers métiers dans le panel des neuf territoires.



Les quinze premiers métiers dans le Pays de Lorient
Source : INSEE-AudéLor

Mais la tradition industrielle demeure

Le profil économique local garde cependant des spécificités issues de sa tradition maritime et industrielle. Avec 13 000 emplois, l'industrie occupe une part plus importante que dans le panel (+2 points). Les fonctions de fabrication et de conception-recherche sont plus fréquentes à Lorient. Les métiers surreprésentés sont ceux de pêcheurs, d'ouvriers de l'agroalimentaire, de soudeurs, de militaires mais aussi d'aides-soignants, d'aides à domicile ou de professionnels de la construction.

À l'inverse, les fonctions de gestion et d'administration sont sous-représentées dans l'aire urbaine lorientaise. Contrairement à la majorité (6/9) des villes du référentiel, Lorient n'a pas le statut de préfecture. Cette particularité se traduit par un poids plus faible qu'ailleurs des métiers de techniciens administratifs, d'employés et de cadres B de la fonction publique, de professionnels des banques assurances ou des professionnels de l'action sociale. Les agriculteurs et les métiers du tourisme sont également sous-représentés.

Une attractivité pour le secteur productif

Dans l'aire urbaine de Lorient, le taux de création d'entreprises est un peu plus faible qu'en moyenne dans le panel (13,2% contre 14,4%). Cet écart est essentiellement endogène et ne relève pas d'un déficit d'attractivité.

En effet, le taux d'implantation d'établissements du secteur productif par des entreprises extérieures au territoire est identique à celui du référentiel (1,8%). De plus, les établissements contrôlés par des centres de décision externes ont désormais, en termes de créations d'emplois, un impact supérieur à celui du référentiel (taux annuel moyen 2010-2012 de création d'emplois de 3,7% contre 2,1%).

Dans l'aire urbaine de Lorient, la dépendance du tissu productif à des centres de décision externes se situe dans la moyenne du référentiel : environ 50% des emplois du territoire sont contrôlés par un siège localisé à l'extérieur. L'aire urbaine présente toutefois un taux de contrôle plus élevé que le référentiel (+ 5 points), ce qui est révélateur du rayonnement de ses entreprises. Plus du quart des emplois contrôlés par des entreprises du territoire sont localisés hors de l'aire urbaine de Lorient. Ce chiffre varie de 11% pour l'aire urbaine de Dunkerque à 43% pour celle de Quimper. Localement, la présence de quelques grandes entreprises (Loxam, Laudren, Delanchy, par exemple) contribue au rayonnement observé.

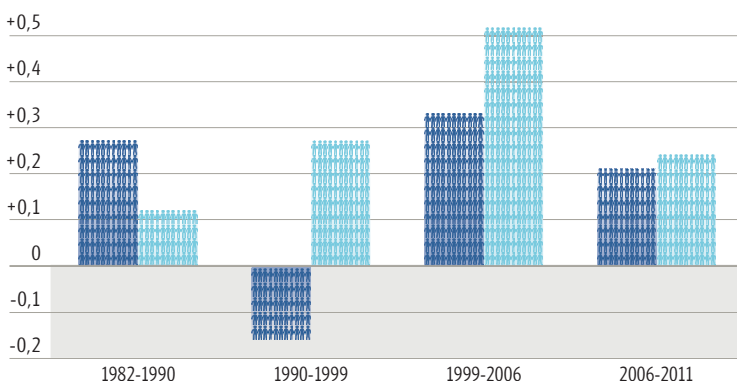
Le solde migratoire tend vers la moyenne

La démographie actuelle de l'aire urbaine de Lorient est en partie la conséquence des chocs économiques passés et de la moindre croissance de l'emploi. Les difficultés des années quatre-vingt-dix ont eu des effets immédiats et entraîné le départ d'une partie de la population de 20 à 40 ans. Le solde migratoire est devenu négatif entre 1990 et 1999, alors que le panel de référence restait globalement attractif.

Depuis, une convergence s'opère et l'écart du solde migratoire local comparé à la moyenne de référence tend à diminuer. Sur la période 2006-2011, l'attractivité résidentielle du Pays de Lorient est quasiment équivalente à celle du référentiel. 63% des arrivants ont entre 20 et 54 ans. Seulement 17% ont 55 ans et plus. 45% des actifs arrivants sont cadres ou profession intermédiaires, contre 44% dans le référentiel.

De même, le rayonnement du territoire est comparable à celui du référentiel avec 45% des arrivées qui sont régionales. On note des échanges significatifs avec les aires urbaines de Bretagne Sud mais aussi avec Paris, Rennes, Nantes et Brest.

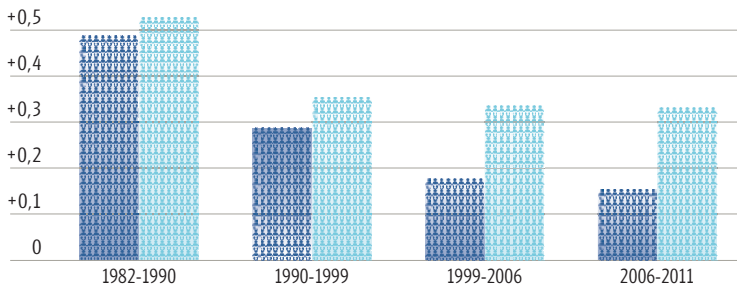
Solde migratoire depuis 1982
Source : INSEE-AudéLor
■ Aire Urbaine de Lorient
■ Panel



Un point noir : le solde naturel

Le solde naturel, différence entre les nombres de naissances et de décès, se détériore au fil du temps dans le Pays de Lorient, si bien que l'écart avec le référentiel se creuse. Même si le solde naturel local reste positif, il a atteint sur la période 2006-2011 son plus bas niveau enregistré depuis 30 ans.

Les nombreux départs survenus suite aux difficultés économiques de la décennie quatre-vingt-dix ont entraîné un déficit de main-d'œuvre jeune et donc de naissances. D'où un vieillissement accéléré de la population et une moindre croissance de l'emploi. Le solde migratoire négatif (voir ci-après) pour les jeunes est un autre facteur qui influe négativement sur le nombre de naissances.



Solde naturel depuis 1982

Source : INSEE-AudéLor

■ Aire Urbaine de Lorient
■ Panel

Entre 1990 et 2011, l'âge moyen a augmenté plus vite dans l'aire urbaine de Lorient (+ 6,2 ans contre + 4,9) que dans les autres aires urbaines alors qu'il y était identique en 1990. Les habitants de l'aire urbaine sont aujourd'hui âgés de 41,8 ans en moyenne contre 40,4 ans pour le référentiel.

Une des causes : le départ des jeunes

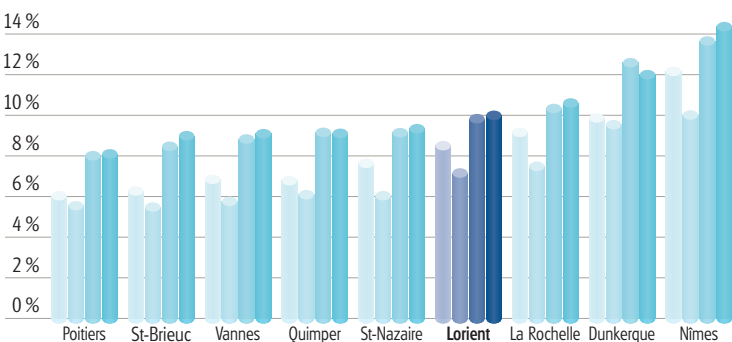
Dans la quasi-totalité des aires urbaines du panel, le solde migratoire est négatif pour la tranche d'âge 20-24 ans en lien avec la poursuite d'études supérieures, la recherche d'un premier emploi ou la mise en couple. Seules Poitiers et la Rochelle, où l'offre de formations supérieures est plus importante, enregistrent un solde migratoire positif pour cette tranche d'âge.

Mais le déficit constaté pour les 25-29 ans est plus spécifique au territoire lorientais. Sur cette tranche d'âge, les partants sont plus nombreux que les arrivants pour les cadres, mais surtout pour les professions intermédiaires et les employés, notamment parmi les diplômés du supérieur. Ces départs suggèrent une difficulté pour les jeunes diplômés à trouver sur place un emploi qualifié, plus particulièrement dans le secteur tertiaire. Les emplois occupés par les jeunes installés sur le territoire reflètent d'ailleurs les spécificités sectorielles du tissu économique lorientais. Ainsi, les métiers tertiaires administratifs (secrétaires, employés fonction publique, employés de banque et assurance) sont sous-représentés, alors que les métiers d'ouvriers de la construction navale, de l'agroalimentaire et du bâtiment sont surreprésentés.

Un niveau de chômage médian

Le taux de chômage dans la zone d'emploi de Lorient est supérieur à la moyenne bretonne mais il est proche de la moyenne française. De même par rapport au panel, le taux de chômage de la zone d'emploi de Lorient se situe à un niveau médian. Il est supérieur dans les zones de la Rochelle, Nîmes et Dunkerque. Depuis 2008, le taux de chômage a progressé dans tous les territoires (de +2,5 pts à 4,3 pts). Avec Poitiers et Dunkerque, c'est dans la zone de Lorient que la progression du taux de chômage est la moins forte sur cette période.

En raison du vieillissement de la population et des départs de jeunes, la population active augmente faiblement dans le Pays de Lorient. La croissance est de + 1,9 % entre 2006 et 2011 soit presque deux fois moins que dans le référentiel. Couplée à la résistance relative de l'emploi à la crise, cette faible croissance de la population active explique la faible progression du chômage.



Le taux de chômage dans les zones d'emploi de 2003 à 2015

Source : INSEE-AudéLor

■ 1^{er} trimestre 2003
■ 1^{er} trimestre 2008
■ 1^{er} trimestre 2013
■ 1^{er} trimestre 2015

ÂGE MOYEN

+6,2 ans

Entre 1990 et 2011, l'âge moyen de l'aire urbaine de Lorient a augmenté plus fortement qu'ailleurs : +6,2 ans contre +4,9 ans au sein du panel de référence

PAYS DE LORIENT

Coup de projecteur sur le parc automobile

➤ Principal mode de déplacement, la voiture est au centre des enjeux de mobilité et environnementaux. D'où l'importance de connaître le parc automobile tant en volume que sur le plan qualitatif : type de véhicule, âge, source d'énergie... Issue du **SIV**, son observation constitue un indicateur de premier plan sur les transports ainsi que sur la consommation d'énergie et le développement des énergies propres.

L'info

→ Tous les chiffres par commune sont disponibles sur www.audelor.com au travers d'une carte interactive.



POUR COMPRENDRE

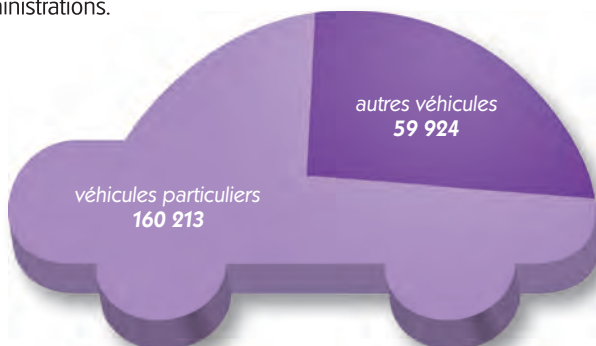
SIV

Il s'agit du système d'immatriculation des véhicules, du ministère de l'Intérieur.

Le territoire du Pays de Lorient compte un peu plus de 220 000 véhicules immatriculés, tous genres confondus, soit autant que le nombre d'habitants. On dénombre 160 213 véhicules particuliers et 59 924 véhicules autres : deux roues, camionnettes, camions, remorques, machines agricoles, transports en commun. Parmi les véhicules particuliers, 5 316 sont des véhicules professionnels, soit 3,3% du parc VP. Ce pourcentage s'élève à 10% sur Caudan et 5% sur Lorient du fait la présence plus importante d'entreprises et d'administrations.

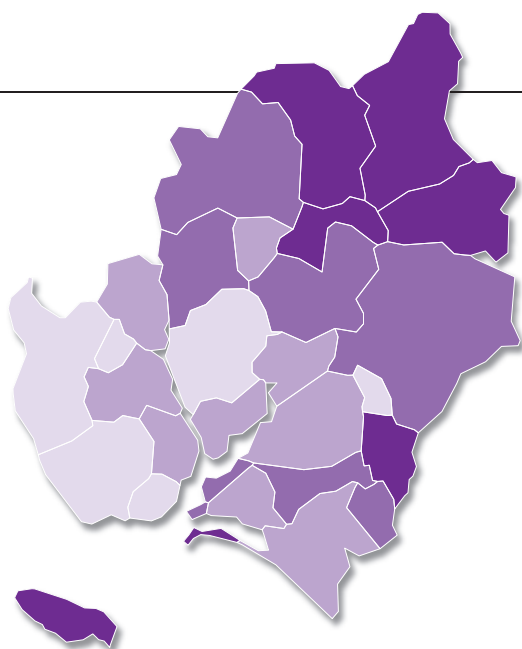
Composition du parc automobile du Pays de Lorient

Source : SIV, ministère de l'Intérieur, septembre 2014



Un parc majoritairement ancien

En septembre 2014, l'âge moyen d'une voiture particulière au Pays de Lorient est de 12 ans et 4 mois. Au niveau national, l'âge moyen d'un véhicule particulier est de 8 ans et demi. L'âge du parc des voitures particulières varie sensiblement d'une commune à l'autre, de 8 à 15 ans. Le parc automobile des communes rurales, insulaires et presqu'insulaires est relativement ancien tandis que celui des communes du littoral ouest est nettement plus récent.



Âge du parc en septembre 2014

Source : INSEE-AudéLor

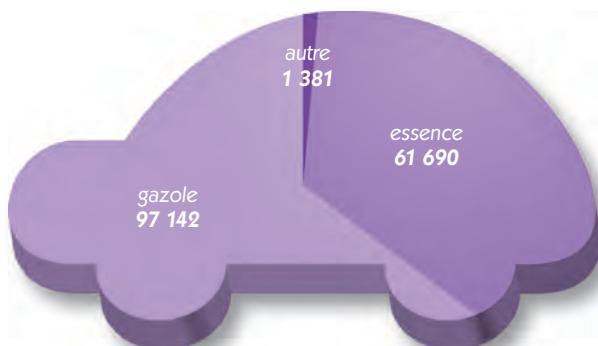
- 14 ans et plus
- 13 ans
- 12 ans
- 11 ans et moins

Peu de véhicules à faible émission

Sur l'ensemble des véhicules particuliers, 60,6% fonctionnent au gazole et 38,5% à l'essence, une répartition que l'on retrouve à l'échelle nationale. Les 0,9% restant, soit 1381 véhicules, utilisent d'autres sources d'énergies dont 872 roulant au GPL (moteur mixte essence - GPL). Le Pays de Lorient compte 400 véhicules hybrides, fonctionnant à la fois à l'électricité et à l'essence ou au gazole. Seulement 38 véhicules particuliers sont entièrement électriques et 71 roulent au bio carburant (super-éthanol). Sur les 24103 camionnettes 91,2% d'entre elles fonctionnent au gazole, 8,4% à l'essence. 23 camionnettes sont totalement électriques et 55 associent essence et GPL.

Le parc de véhicules fonctionnant à l'essence est relativement âgé, soit en moyenne 15 ans. Les véhicules diesel et les véhicules GPL sont un peu plus récents avec un âge moyen d'environ 10 ans. Les véhicules hybrides et "bio motorisés" constituant un phénomène nouveau, leur moyenne d'âge n'excède pas 2 ans. Encore peu nombreux, ces véhicules sont davantage représentés dans les communes du cœur d'agglomération et celles de la première couronne.

Même si les véhicules diesel sont les plus nombreux, on constate une surreprésentation des véhicules essence sur la partie Sud-Ouest du territoire. L'île de Groix est la seule commune sur laquelle les véhicules essence sont plus nombreux que les diesels (1031 contre 634).

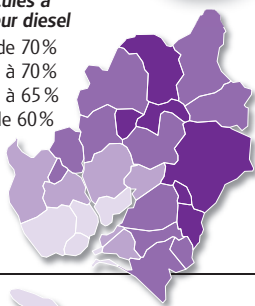


Carburant et sources d'énergie du Pays de Lorient

Source : SIV, ministère de l'Intérieur, septembre 2014

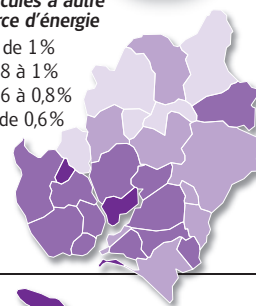
Véhicules à moteur diesel

- + de 70%
- 65 à 70%
- 60 à 65%
- - de 60%



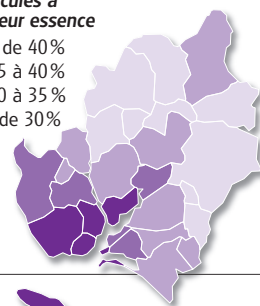
Véhicules à autre source d'énergie

- + de 1%
- 0,8 à 1%
- 0,6 à 0,8%
- - de 0,6%



Véhicules à moteur essence

- + de 40%
- 35 à 40%
- 30 à 35%
- - de 30%



PAYS DE LORIENT

Densifier les zones d'activité : une nécessité

➤ Rareté du foncier, limitation de l'étalement urbain, exigences réglementaires... La densification des zones existantes apparaît comme une solution pour développer l'activité sans consommer d'espace. D'autant que l'observation des zones d'activités révèle un taux d'occupation bâti très faible. AudéLor a mené une étude afin de dresser un diagnostic.

L'info

→ Le Pays de Lorient a consommé en moyenne 14,5 hectares de foncier économique par an sur les 10 dernières années.

Les réflexions sur le concept de densification, largement développées sur les espaces résidentiels, s'étendent maintenant aux espaces dédiés aux activités économiques. Le Pays de Lorient doit s'interroger sur les potentialités offertes par la densification pour répondre à la fois aux besoins de développement économique et aux enjeux d'une gestion économe du foncier.

Face à ce double défi, AudéLor a engagé une étude urbaine permettant de poser un diagnostic sur le potentiel foncier "optimisable" ou "densifiable" dans les différentes zones d'activités du Pays de Lorient. L'objectif de cette étude est d'identifier à terme un gisement foncier qui permettrait à de nouvelles implantations d'entreprises sans recours à une urbanisation supplémentaire.

30 ha d'espaces mobilisables

Ainsi sur les terrains occupés par les entreprises dans le Pays de Lorient, le premier objectif est de repérer les espaces qui constituent en quelque sorte des "délaisés optimisables" : surfaces non bâties et sans affectation de plus de 800 m². Afin d'être la plus opérationnelle possible, cette analyse croise les données chiffrées brutes à des données plus qualitatives que sont la complexité de réalisation de l'opération d'optimisation ou encore son échéance.

Les 69 sites d'activités du Pays de Lorient ont ainsi été étudiés. Le résultat brut de cette analyse recense près de 80 espaces potentiellement "densifiables" soit un peu plus de 38 ha. Trois quarts des espaces identifiés ont une surface de moins de 5000 m², dont 43% compris entre 840 m² et 2500 m² et 30% entre 2500 m² et 5000 m².



Toutefois ces 38 ha ne constituent pas tous un gisement foncier exploitable et ce pour différentes raisons. Tout d'abord la localisation de certains espaces identifiés ne correspond pas à la demande des entreprises selon leurs critères géographiques (accessibilité aux grands axes routiers, polarité urbaine...). 30 hectares correspondent bien à cette demande.

Les contraintes d'aménagement (règlement d'urbanisme) sont également à intégrer et réduisent de fait les surfaces identifiées. En effet, il conviendra de vérifier que la structure parcellaire (assiette foncière du terrain d'activité) et les réseaux permettent une "densification". Enfin, l'élément déclencheur de l'opération réside dans la volonté ou non du propriétaire de l'espace repéré.

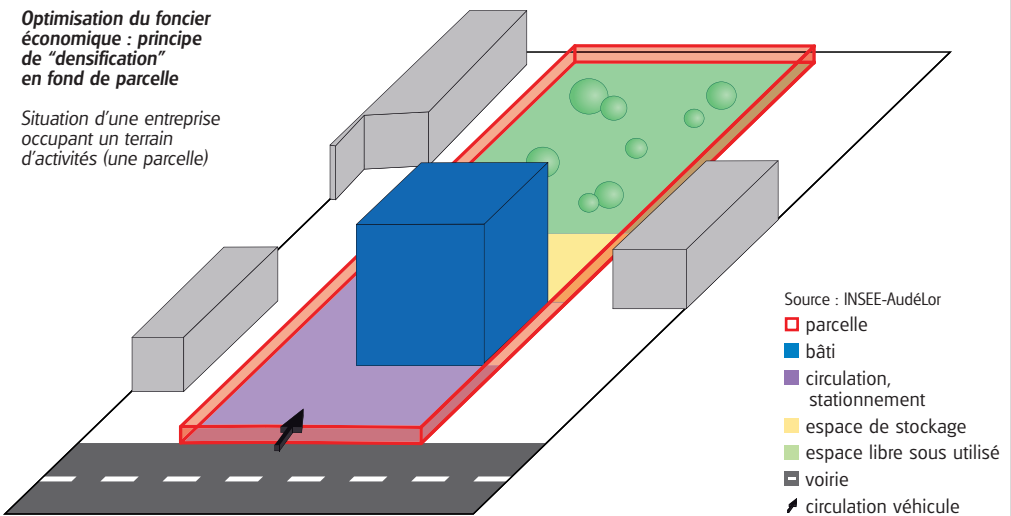
Densifier, ça veut dire quoi ?

La récupération spatiale dans le tissu urbain des sites d'activités peut renvoyer au concept de densification, dans la mesure où l'objectif est d'augmenter le nombre d'entreprises sur un même espace, afin de limiter l'étalement urbain.

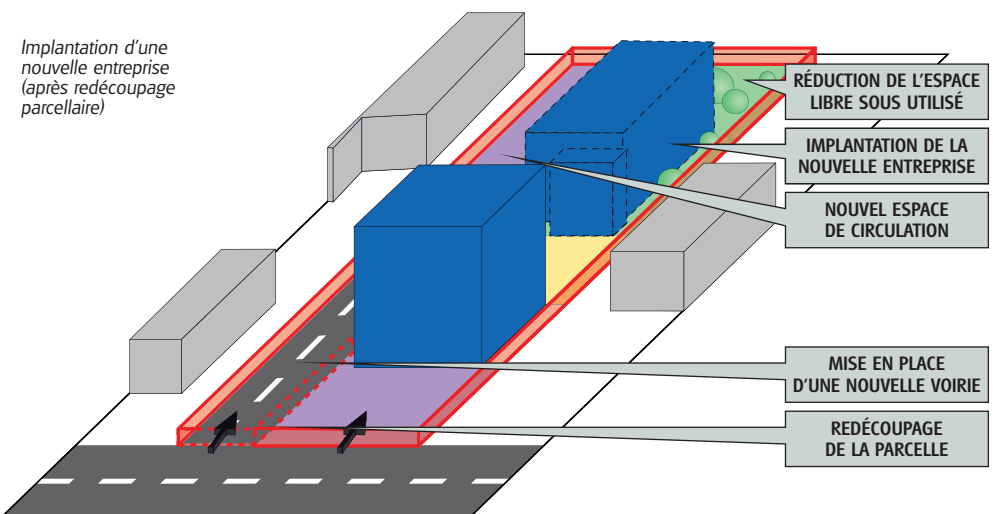
Cependant il est préférable d'utiliser la notion d'optimisation foncière car l'objectif n'est pas de densifier, c'est-à-dire augmenter la surface bâtie de la parcelle, mais bien d'optimiser l'utilisation de l'espace par les entreprises. Il s'agit de permettre l'implantation de nouvelles entreprises par des constructions sur des "dents creuses", ou des fonds de parcelle inutilisés (espaces en friche ou végétalisés).

Optimisation du foncier économique : principe de "densification" en fond de parcelle

Situation d'une entreprise occupant un terrain d'activités (une parcelle)



Implantation d'une nouvelle entreprise (après redécoupage parcellaire)



PAYS DE LORIENT

Implantation économique : les disponibilités

➤ Les disponibilités en locaux professionnels et foncier aménagé représentent le potentiel d'installation et de développement de l'activité économique du Pays de Lorient. Les caractéristiques de l'offre, la nature des transactions, l'évolution dans le temps sont autant d'indicateurs clés pour analyser et anticiper. C'est pourquoi AudéLor actualise régulièrement les observatoires des bureaux et des zones d'activités.

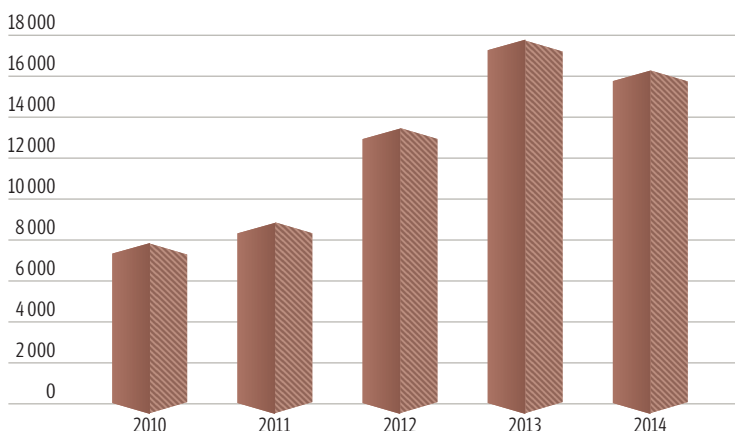
L'info

→ Des fiches par zones d'activité sont régulièrement publiées et disponibles sur www.audelor.com, rubrique *Développement économique › Immobilier - foncier*.



Bureaux : 16 000 m² disponibles

En mars 2015, 16 000 m² sont disponibles dans le parc tertiaire du Pays de Lorient. Un chiffre en légère décreue (-8%) par rapport 2013 mais qui reste élevé comparé à ceux de 2010 et 2011.



Surfaces de bureaux disponibles dans le Pays de Lorient en m²
Source : AudéLor et professionnels de l'immobilier

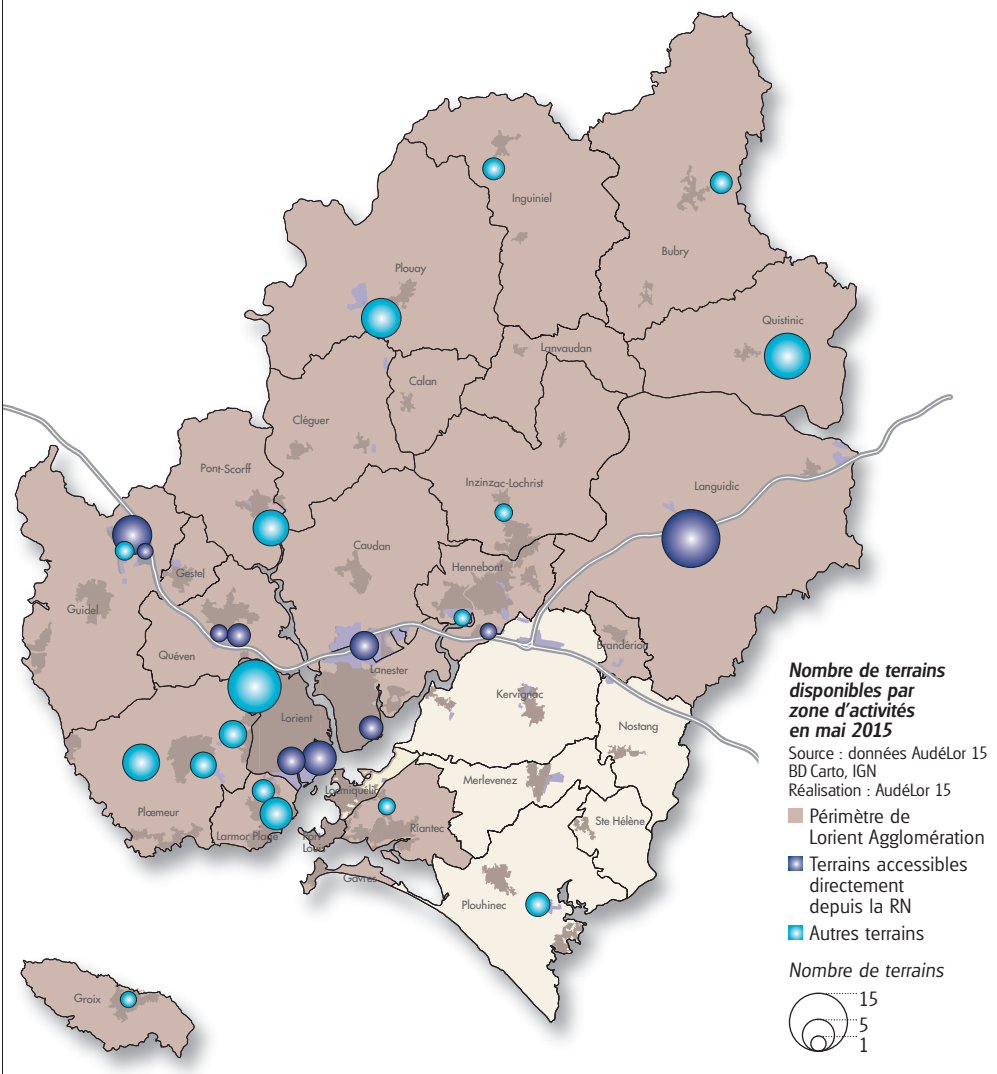
Dans le neuf, on compte 4 000 m² de bureaux disponibles, soit une proportion (25% du total des disponibilités) proche de la moyenne des agglomérations (30%). La disponibilité en neuf a fortement diminué en 2014 (-41% soit -2 800 m²) suite à un bon niveau de commercialisation de l'existant mais aussi plusieurs annulations ou suspensions de projets. La progression des disponibilités dans l'ancien (+1 400 m² en 1 an soit +14%) s'explique en partie par les transferts d'entreprise de l'ancien vers le neuf.

En 2014, la reprise des transactions et la légère décreue des surfaces disponibles ont permis au marché des bureaux de s'éloigner de la sur-offre. Le ratio volume de l'offre sur volume des transactions est passé de 2,1 contre 2,3 l'an dernier. Dans l'ancien, le marché est nettement en sur-offre avec un ratio supérieur à 3, soit un stock équivalent à plus de 3 ans de commercialisation. Le marché du neuf est à l'équilibre (ratio de 1,0), mais les dernières années ont montré qu'il pouvait varier très rapidement.

Foncier : 32 ha disponibles

En avril 2015, on recense 32 ha immédiatement disponibles dans les zones d'activités du Pays de Lorient. Par rapport à l'état des lieux réalisé fin 2013, l'offre a diminué de 10 ha en 16 mois (42 ha fin 2013). Compte tenu du rythme de consommation de foncier (12 ha par an au cours des trois dernières années), le niveau de disponibilité actuel correspond à 2,6 années de commercialisation. Ce chiffre paraît insuffisant en regard du temps d'aménagement des zones d'activités (6 à 7 ans). De plus, les emplacements très demandés situés à l'Est et en accès direct à la RN ne représentent plus que 6 ha contre 14 ha l'an dernier.

Lorient Agglomération a engagé plusieurs nouvelles opérations. D'ici 2020, près de 33 ha seront livrés dans les nouvelles zones d'activités de Boul Sapin (Brandérian), du Parc de Soye (Plœmeur) et de Mourillon-sud (Quéven). Près de 60 ha supplémentaires seront ensuite aménagés sur les extensions Est et Sud de Kerpont (Caudan/Lanester). Par ailleurs, l'optimisation des zones d'activités existantes est une autre voie envisagée pour libérer des espaces supplémentaires (voir page 8).



JANVIER 15

- **Salaisons de Guémené** LORIENT
La fermeture du site lorientais a été annoncée pour 2016. Le projet prévoit le transfert de l'activité et d'une partie des 92 salariés sur le site de Pontivy.
Le Télégramme, 7 janvier 2015

- **Interpole** LORIENT
La société spécialisée dans les ressources humaines (intérim, formation, reclassement...) vise un développement national via le lancement d'un réseau de franchises. Elle est déjà présente sur 7 sites et compte 42 personnes.
Ouest-France, 16 janvier 2015

- **Ship ST** LORIENT
Créée en 2002, la société compte aujourd'hui 12 personnes. Elle est spécialisée dans la conception de bateaux économes en énergie et respectueux de l'environnement.
Ouest-France, 19 janvier 2015

- **Port de Pêche** LORIENT
Avec 75,8 millions d'euros en 2014, Keroman est en valeur le 1er port de pêche français devant Boulogne-sur-Mer. Le tonnage 2014 s'établit à 26,7 milliers de tonnes.
Le Télégramme, 27 janvier 2015

FÉVRIER 15

- **Le Béon Manufacturing** LORIENT/PLOUJAY
Le déménagement se fera sans arrêt de la production et s'étalera sur un an. Sur les 130 salariés de l'usine, une trentaine travaille déjà sur le site de Restavy à Plouay où 10 ha sont en cours d'aménagement.
Ouest-France, 16 février 2015

- **Imerys Ceramics** PLCEMEUR
L'exploitant des kaolins envisage une extension suite à des travaux de prospection qui ont révélé de nouvelles réserves. Aujourd'hui, de 80 à 90 personnes travaillent sur le site.
Ouest-France, 20 février 2015

- **Miroiteries de l'Ouest** CAUDAN
L'entreprise investit 1 million d'euros sur le site de Caudan pour le spécialiser dans le vitrage isolant. L'usine lorientaise compte 65 salariés.
Le journal des entreprises, février 2015

MARS 15

- **Le Minor** GUIDEL
L'entreprise de fabrication de marinières, pulls, cabans..., a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 million d'euros en 2014. Elle exporte 50 % de ses produits et compte 30 salariés.
Le Télégramme, 4 mars 2015

AVRIL 15

- **Les paniers de la mer** LORIENT
Après 12 ans dans les locaux du CFA, l'association s'installe au port de pêche. Elle transforme et conditionne le poisson invendu et se rapproche ainsi de sa matière première.
Le Télégramme, 28 avril 2015

- **Fab lab** PLCEMEUR
Un fab lab a été créé au sein de la pépinière du Parc-de-Soye. Il permet aux petites entreprises et aux étudiants d'échanger et de produire autour notamment d'une imprimante 3D.
Ouest-France, 21 avril 2015

MAI 15

**Aquaclim service** LORIENT

L'entreprise de plomberie et rénovation énergétique vient de passer en statut SCOP. Les 10 salariés-associés envisagent de recruter 1 commercial et 1 technicien d'ici l'été.

Le journal des entreprises, mai 2015

ERTF PLŒMEUR

La PME de Plœmeur est spécialisée dans la conception de systèmes de navigation et positionnement haut de gamme pour la compétition automobile et notamment le Dakar (systèmes GPS et Sentinel). Elle compte 9 salariés.

Le journal des entreprises, mai 2015

**DCNS** LORIENT

Le ministre de la Défense a annoncé le lancement de la construction de FTI (frégates de taille intermédiaire) qui succéderont aux FREMM. Ce programme garantit un plan de charge au site lorientais pour les 10 ans qui viennent.

Ouest-France, 30 mai 2015

**Timolor** LORIENT

Le groupe Altawest, actionnaire principal de la société de construction navale, annonce son désengagement de la société suite à la fin des activités de sous-traitance à Cherbourg. Un nouvel acquéreur est recherché.

Ouest-France, 21 mai 2015

**Chantelle** LANESTER

La direction nationale du groupe Chantelle a annoncé la fermeture du site de Kerpont spécialisé dans la confection de lingerie féminine haut de gamme et qui compte 112 salariés.

Le Télégramme, 4 juin 2015

**STX** LANESTER

La direction départementale du travail du Morbihan (Directe) valide le plan de 43 licenciements prévu au chantier naval STX du Rohu.

Ouest-France, 23 juillet 2015

**Éolien flottant** LORIENT / GROIX

La zone de 17 km² pour la ferme d'éoliennes offshore entre Groix et Belle-Île-en-Mer a été retenue par le gouvernement. Le consortium DCNS-Alstom est candidat à la mise en œuvre.

Ouest-France, 20 juillet 2015

**Piriou** LORIENT

Les chantiers navals de Concarneau développent leur site lorientais. Une barge de 50 m pour la marine marocaine est en construction et des projets sont attendus avec notamment un roulis pour Groix et des remorqueurs pour la Marine Nationale. À Lorient, les effectifs devraient doubler d'ici la fin de l'année en passant de 30 à 60.

Ouest-France, 16 juillet 2015

**Hydrofan** QUÉVEN

Le projet Hydrofan qui associe DCNS, Coriolis Composites et l'Université de Bretagne Sud dans la fabrication de pales hydroliennes est financé par Lorient Agglomération, le Conseil départemental et la Région.

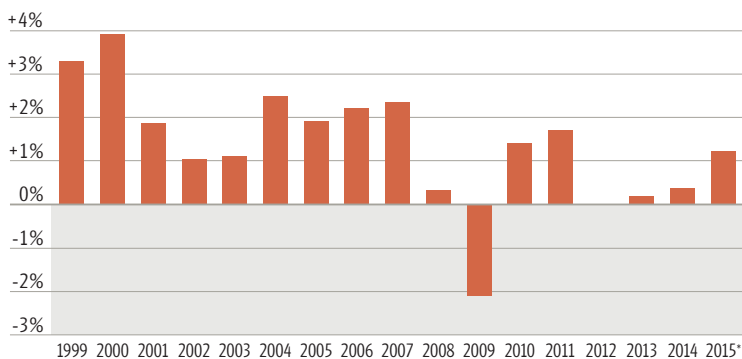
Ouest-France, 2 juillet 2015

JUN 15

JUILLET 15

France

→ Croissance en 2015 : +1,2 % attendu



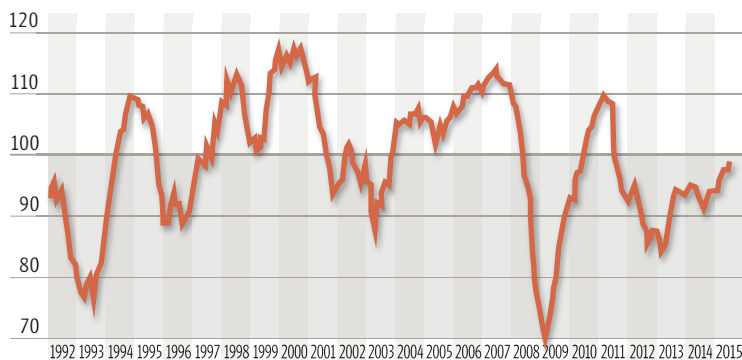
Évolution du PIB en France

Source : INSEE (1999-2014)
FMI (*prévisions 2015)

Après trois années de croissance inférieure à +0,5 %, la prévision de croissance en France pour 2015 s'élève à +1,2 %.

France

→ Légère embellie du climat des affaires



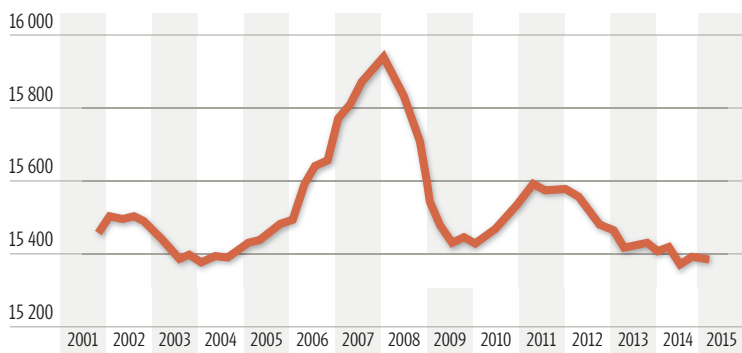
Climat des affaires Indicateur de conjoncture

Source : INSEE

En juillet 2015, l'indicateur du climat des affaires en France s'améliore légèrement. Il se situe quasiment (99) à son niveau moyen de long terme (100) et à son plus haut niveau depuis l'été 2011.

France

→ L'emploi salarié marchand se stabilise



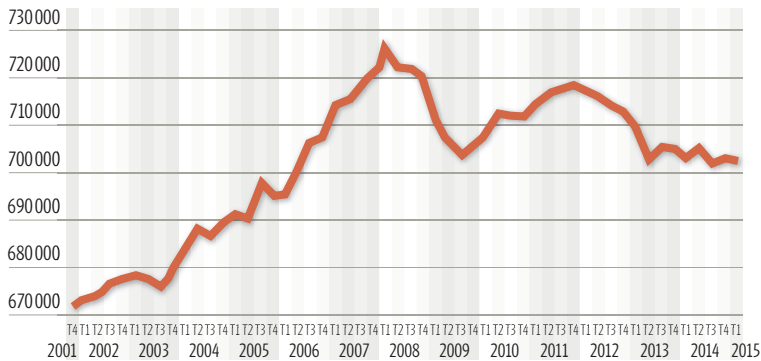
L'emploi salarié marchand (hors agriculture) en France métropolitaine (en milliers)

Source : INSEE, estimations d'emplois, décembre 2014

En France métropolitaine, après 3 années de baisse, l'emploi salarié dans les secteurs marchands se stabilise au 1^{er} trimestre 2015. Sur un an, la baisse est de -0,1 % et sur 3 ans de -1,2 %.

Bretagne

→ La région perd encore des emplois

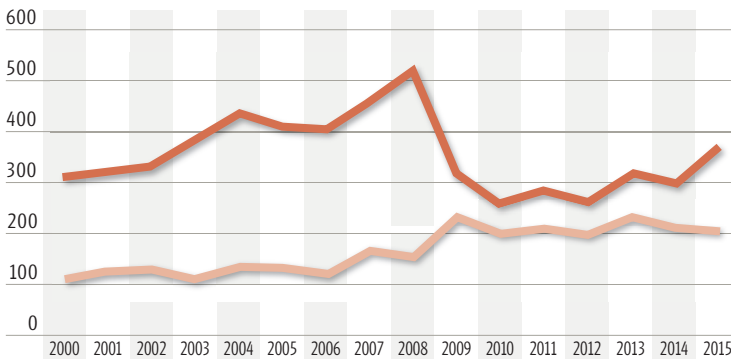


Emploi salarié principalement marchand en Bretagne CVS
Source : INSEE

Au 1^{er} trimestre 2015, en Bretagne, l'emploi salarié des secteurs marchands diminue à nouveau même si la baisse est faible. Sur les 3 dernières années, l'impact de la crise sur l'emploi est plus fort en Bretagne (-2,1 %) qu'en France (-1,2 %). Sur les 7 dernières années, les évolutions sont proches (-3,3 % et -3,5 % depuis 2008).

Morbihan

→ Le tissu économique retrouve de la solidité

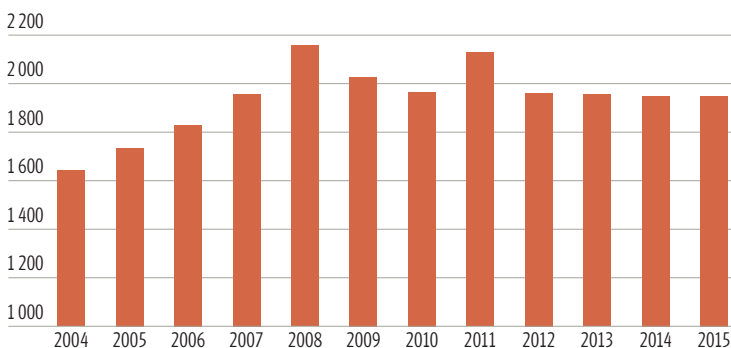


Les créations et défaillances d'entreprise dans le Morbihan au 1^{er} trimestre
Source : INSEE

Dans le Morbihan, au 1^{er} trimestre 2015, les créations d'entreprises augmentent de façon sensible (+24 %) par rapport au même trimestre de 2014. L'évolution est également favorable concernant les défaillances (-3 % en 1 an).

Pays de Lorient

→ Chiffre d'affaires stable

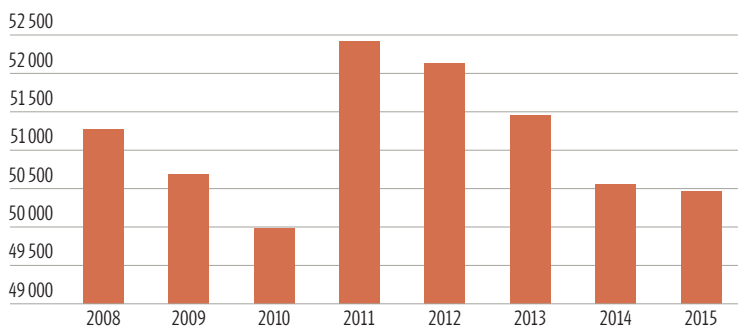


CA dans le Pays de Lorient en millions d'euros au 1^{er} trimestre
Source : DGFIIP
Traitement AudéLor

Dans le Pays de Lorient, au 1^{er} trimestre 2015, le chiffre d'affaires se situe à 1,9 milliards d'euros. Il retrouve un niveau équivalent à celui du 1^{er} trimestre 2014.

Pays de Lorient

→ Début 2015, l'emploi en voie de stabilisation

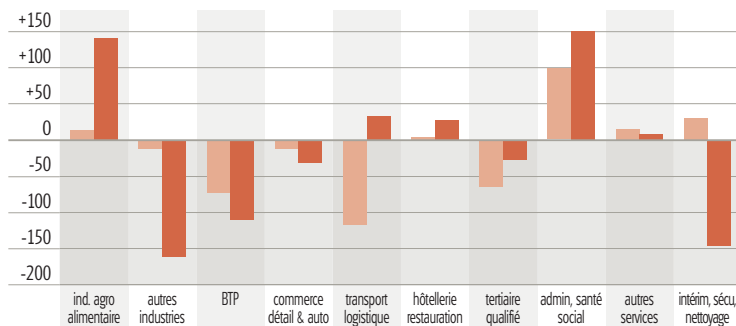


Emploi salarié privé dans le Pays de Lorient au 1^{er} trimestre
Source : URSSAF
Traitement AudéLor

L'emploi salarié privé dans le Pays de Lorient n'est au 1^{er} trimestre 2015 que légèrement inférieur (-119 emplois) à son niveau du 1^{er} trimestre 2014. Cette quasi-stabilisation intervient après 3 années consécutives de baisse. Depuis 2011, on compte près de 2 000 emplois salariés en moins. Depuis 2008, le solde est également négatif mais de moindre ampleur (800 emplois perdus). Sur 2008-2015, le Pays de Lorient (-1,6 %) est moins touché que la moyenne régionale (-2,2 %).

Pays de Lorient

→ Emploi : des secteurs aux évolutions contrastées

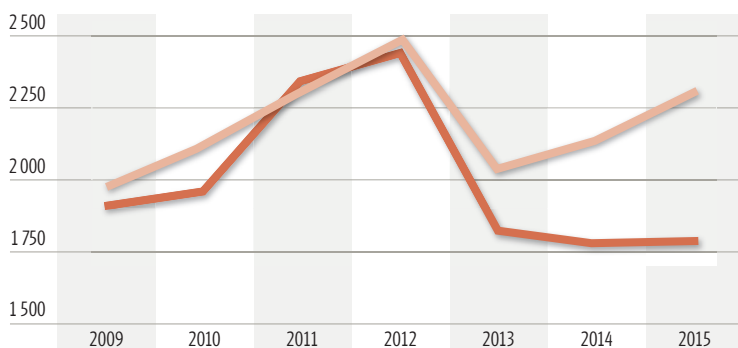


Évolution de l'emploi salarié privé depuis 2008 dans le Pays de Lorient
Source : URSSAF
Traitement AudéLor
■ 2008-2014 (moyenne annuelle)
■ 2014-2015

Au cours des derniers 12 mois (1^{er} trimestre 2014 et 2015), l'emploi salarié a diminué essentiellement dans les catégories Autres industries (non alimentaires), BTP et Intérim. Ces pertes ont été compensées par des gains dans l'agroalimentaire, le santé-social, le transport logistique et la restauration. Par rapport à la période 2008-2014, on note des évolutions plus favorables pour l'IAA, le transport logistique, l'hôtellerie restauration et le santé-social.

Pays de Lorient

→ Reprise des embauches début 2015

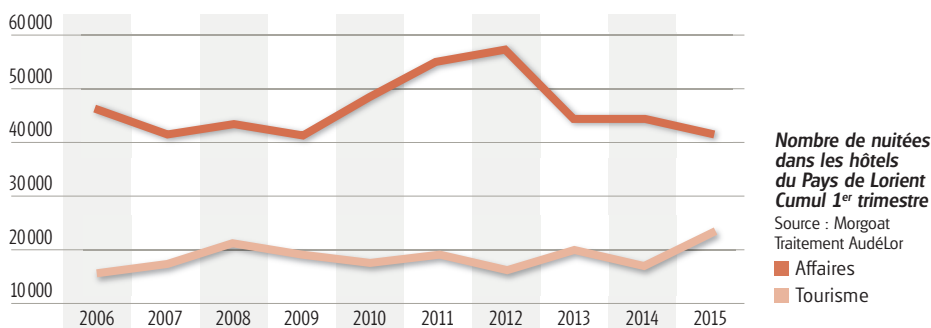


Nombre de CDI et CDD de plus d'un mois dans le pays de Lorient
Source : URSSAF
— CDD Long
— CDI

Au 1^{er} trimestre 2015, 1 795 nouveaux CDI et 2 308 CDD d'un mois et plus (dits CDD longs) ont été déclarés dans le Pays de Lorient. Globalement le volume d'embauches est en progression de +4,6 % sous l'effet des CDD longs.

Pays de Lorient

→ Du mieux dans l'hôtellerie grâce au tourisme



Nombre de nuitées dans les hôtels du Pays de Lorient Cumul 1^{er} trimestre

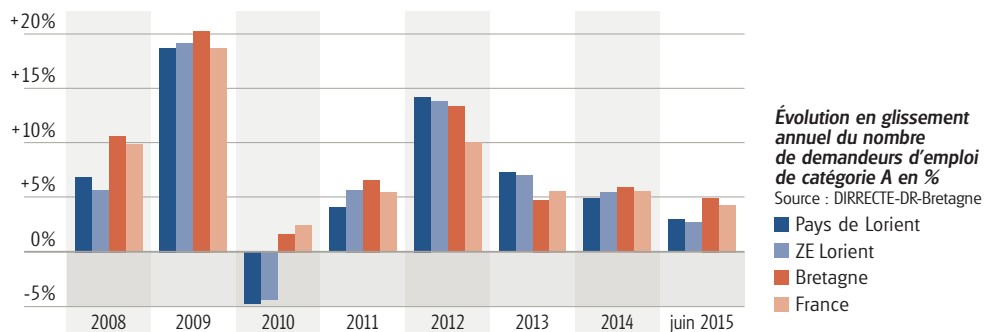
Source : Morgoat Traitement AudéLor

■ Affaires
■ Tourisme

Au 1^{er} trimestre 2015, le nombre de nuitées dans les hôtels du Pays de Lorient est de 64 929. Après 3 années de baisse, il est en augmentation (+4,9 %). Cette augmentation est portée par les nuitées "tourisme" tandis que les nuitées "affaires" poursuivent leur régression.

Pays de Lorient

→ Le chômage a augmenté de 3 % en 1 an



Évolution en glissement annuel du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en %

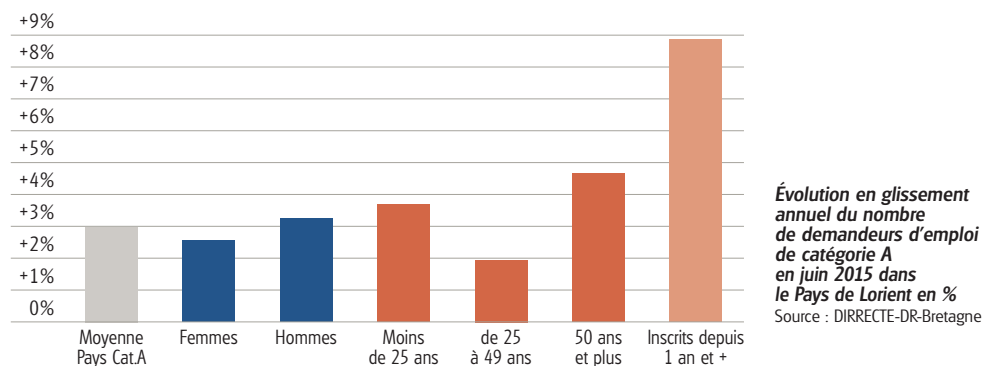
Source : DIRRECTE-DR-Bretagne

■ Pays de Lorient
■ ZE Lorient
■ Bretagne
■ France

En glissement annuel, la hausse du chômage connaît, en juin 2015, un léger ralentissement dans le Pays de Lorient : +3,0 % en 1 an contre +5,2 % en 2014 et +7,3 % en 2013. Comme en 2014, la hausse du chômage est désormais moins sensible localement qu'au niveau régional et national. 11 238 personnes sont inscrites en cat. A fin juin 2015 dans le Pays de Lorient. Le taux de chômage local (zone d'emploi) est de 10,0% au 1^{er} trimestre 2015 soit un niveau équivalent au taux français (10,0 %) mais supérieur au taux breton (8,8 %)

Pays de Lorient

→ Forte hausse du chômage de longue durée



Évolution en glissement annuel du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en juin 2015 dans le Pays de Lorient en %

Source : DIRRECTE-DR-Bretagne

En juin 2015, dans le Pays de Lorient, 1 700 jeunes de moins de 25 ans sont inscrits en cat. A. En un an, le chômage des moins de 25 ans (+3,7 %) a progressé un peu plus vite que la moyenne. La hausse est moins forte pour les 25-49 ans (+2,0 %). Elle est nettement plus forte pour les demandeurs d'emploi de longue durée (+8,8 % en un an). Ils représentent 42 % des demandeurs d'emplois.

PAYS DE LORIENT

Commerce : les mutations se confirment

➤ AudéLor a mis en œuvre un observatoire du commerce en partenariat avec la CCI du Morbihan. L'objectif : anticiper les impacts sur l'organisation du territoire et définir les orientations. Dans un contexte morose, l'attractivité commerciale du Pays de Lorient demeure stable. Mais les mutations sont partout, tant au niveau de l'offre commerciale que de la demande et des modes de consommation.

Source

→ Communication n°72 : *Le commerce dans le Pays de Lorient - État des lieux*. Avril 2015

Croissance modérée de la demande

La base démographique qui constitue le moteur de la consommation connaît sur le Pays de Lorient une croissance modérée de +0,4 % par an (2006-2011) contre 0,5 % sur la période précédente (1999-2006). Et avec près de 20 % de la population qui a plus de 65 ans, la question du vieillissement devient une problématique centrale pour le commerce dans les années à venir : adaptabilité, nouveaux besoins, mobilité réduite...

De plus en plus de dépenses sont aujourd'hui pré-engagées dans les budgets des ménages (logements, eau, électricité...) limitant ainsi leur marge de manœuvre au quotidien pour des achats dans le commerce. La part des dépenses contraintes est passée de 30 % en 1990 à 34 % en 2013.

Vers le commerce connecté

Internet bouscule également le commerce physique. En 2014, la part de marché du commerce de détail réalisé via Internet est de 8 % (source Fevad). Le chiffre d'affaires réalisé par Internet a augmenté de 10,5 % au 2^e trimestre 2014 par rapport à celui de 2013. Cependant, même si la concurrence représentée par Internet est réelle, les boutiques traditionnelles s'adaptent. La distinction entre e-commerce et commerce va avoir tendance, selon les experts, à se gommer progressivement pour laisser place à un commerce connecté qui mêle démarches en ligne et achats en magasin.

Enfin, la consommation des français évolue, l'hyperconsommation serait-elle finie ? Selon une étude du CREDOC, autour de 15 % des consommateurs font le choix d'une consommation "choisie" en lien avec des aspirations liées au respect de la nature et à la durabilité.

E-COMMERCE

+10,5 %

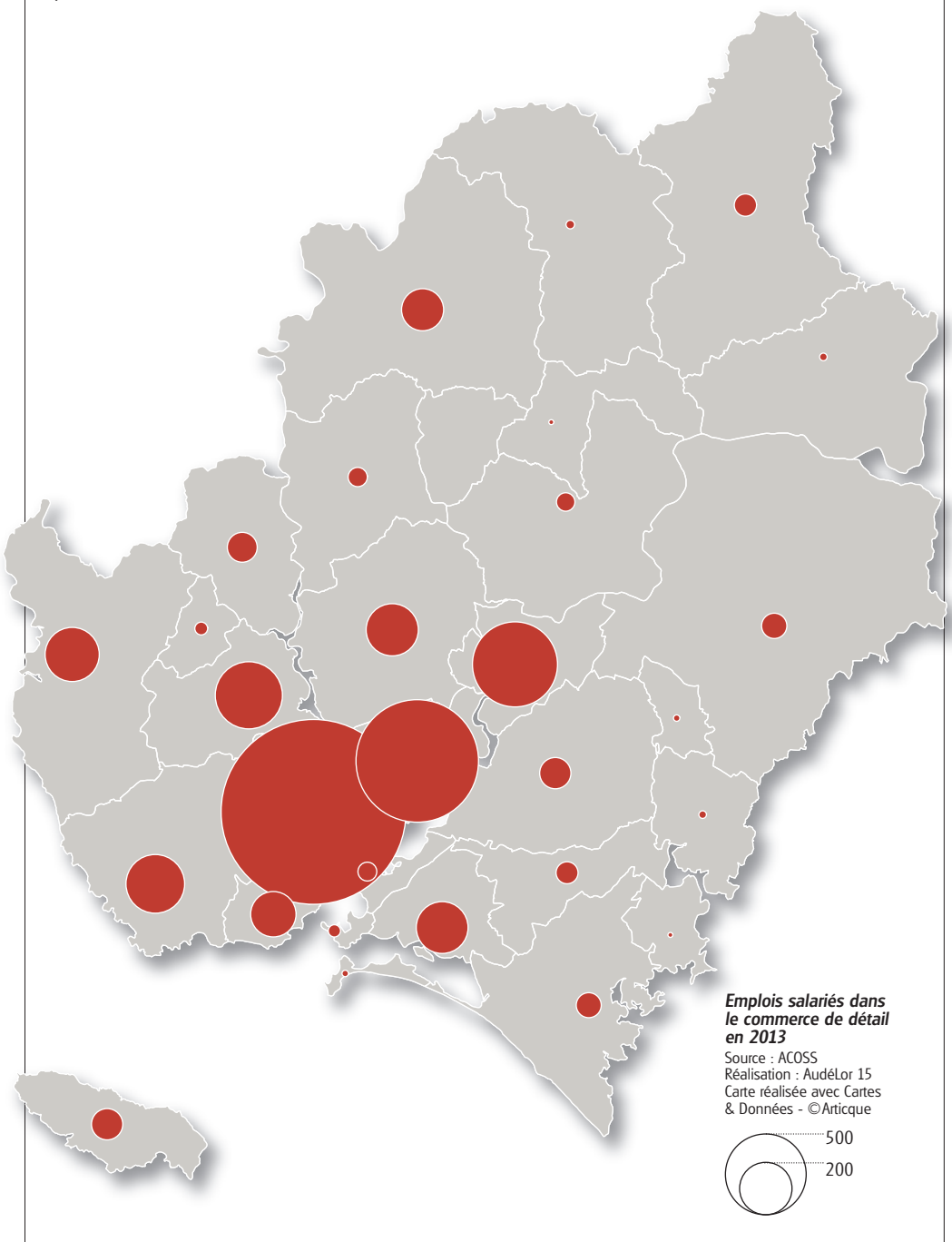
Au 2^e trimestre 2014, le chiffre d'affaires réalisé en France via Internet a enregistré une hausse de 10,5%

Des indicateurs dans le rouge

Plusieurs indicateurs économiques témoignent d'une rupture de tendance concernant les évolutions du commerce. L'année 2012 a marqué au niveau national un recul historique du pouvoir d'achat par unité de consommation de -1,5%. Même si celui-ci a pu augmenter de nouveau en 2014 (+0,7%), sa progression reste très faible par rapport aux années d'avant 2007.

En lien avec ce faible pouvoir d'achat, le chiffre d'affaires du commerce de détail dans le Pays de Lorient est en baisse de 3,4% entre 2011 et 2013. La baisse est même supérieure à la moyenne, alors qu'auparavant le commerce résistait mieux que les autres secteurs.

De même, depuis 2008, le nombre d'emplois salariés a diminué de 3,5% (sur un total de 6000 emplois salariés privés dans le commerce de détail en 2013). Les baisses les plus fortes sont enregistrées dans les hypermarchés (-3,9%), l'habillement (-4,4%), les meubles (-5,9%), les magasins d'articles de sport (-13%).



La vacance commerciale s'est généralisée comme dans de nombreuses agglomérations françaises. Sur le centre-ville de Lorient, où le taux de vacance est passé de 8,9% à 10,1% en un an, on constate une nette diffusion de la vacance dans l'hyper-centre alors que ce n'était pas le cas en 2013. Les zones commerciales périphériques de Lorient nord et Lanester nord sont également concernées surtout sur les années 2014 et 2015 avec un taux de 10,1%. Enfin, la vacance commerciale s'est aussi étendue aux centres villes et centres bourgs des autres communes du Pays de Lorient : celle-ci a plus que doublé entre 2010 et 2015, passant de 43 locaux vacants à 93.

Toujours plus de surfaces commerciales

Début 2015, le Pays de Lorient comptait 284 143 m² de grande distribution. La période 2006-2015 se caractérise par une poursuite de la croissance des mètres carrés commerciaux sur le Pays de Lorient : +1,8% par an pour les surfaces de vente de plus de 300 m². Cependant, on constate que ce mouvement s'est ralenti : il est passé de +3,1% par an entre 2006 et 2009 à +1,5% par an entre 2010 et 2014. La période 2014-2015 mettant en évidence une rupture dans l'évolution des surfaces de ventes avec pour la première fois une diminution du plancher commercial.

Le rythme d'autorisation est également ralenti : on passe de 12330 m² autorisés par an entre 2004 et 2009 à 7390 m² autorisés de 2010 à 2014. Autre signe des difficultés du secteur : on comptait, début 2015, 11360 m² commerciaux autorisés en CDAC mais non réalisés ou non ouverts.

L'attractivité demeure

Selon l'enquête "comportements d'achat" réalisée par la CCIM, l'attractivité commerciale du Pays de Lorient s'est maintenue sur la période 2007-2012. En effet, celle-ci s'appuie sur une zone de chalandise de 306000 habitants, dépassant les limites du Pays de Lorient. L'évasion commerciale reste faible (autour de 5%), parallèlement, 95% des dépenses des ménages du pays sont réalisées dans les commerces du Pays de Lorient. De plus, le maillage commercial, même touché par la vacance, reste dense : 22 communes sur 30 disposent d'un tissu commercial de proximité "complet". Ce qui signifie que ces communes disposent d'un supermarché ou de trois commerces de base : boucherie-charcuterie, boulangerie-pâtisserie, alimentation générale.

Les résultats de l'analyse des flux de consommation font ainsi apparaître le territoire du Pays de Lorient comme une échelle de territoire pertinent pour traiter la question du commerce. Dans un contexte économique difficile avec les nombreuses mutations qui touchent l'univers commercial, les principes de la Charte commerciale du Pays de Lorient adoptée en 2014 par le Syndicat Mixte pour le SCoT, et qui visent à mieux encadrer le développement commercial, se trouvent confirmés.

Les 6 principes de la charte commerciale

- Faire des **centralités** les lieux prioritaires d'implantation du commerce
- Mieux cibler et encadrer les **zones périphériques**
- Renforcer l'**attractivité du territoire** et la **qualité du service** aux habitants
- Assurer une **fonction de proximité** pour tous les habitants du territoire
- Améliorer la **qualité des zones périphériques** existantes
- Mettre en place une **gouvernance pour le commerce** à l'échelle du Pays de Lorient.

La charte commerciale est consultable en ligne sur la médiathèque du SCoT : www.scot-lorient.fr



BRETAGNE & PAYS DE LORIENT

Énergies renouvelables, une production en devenir



La loi sur la transition énergétique prévoit une augmentation de la production en énergies renouvelables pour atteindre 32% de l'énergie consommée en 2030. À l'échelle du territoire, le plan climat adopté en 2012 fixe ce seuil à 20% d'ici 2020. De la Bretagne au Pays de Lorient, quels types d'énergie faut-il développer pour atteindre de tels objectifs ? Quelques éléments de réponse avec ce panorama de la production régionale et locale.

Source

→ Informations et graphiques issus de *Chiffres clés de l'énergie en Bretagne*, édition 2015 - Oreges Bretagne (Observatoire de l'énergie et des gaz à effet de serre).

Bretagne

Une production peu abondante

En Bretagne, la production d'énergies renouvelables (EnR) couvre 8,3% de la consommation énergétique contre 14% au niveau national. Pour l'Oreges, ce déficit s'explique par la faible production hydroélectrique sur la région (moins de 1%) alors qu'elle est de 25% en France. De même la production d'agro-carburants reste assez marginale en Bretagne. Par contre la région compte, avec l'usine marémotrice de la Rance, une grande installation d'énergie marine qui contribue à hauteur de 20% de sa production d'électricité. C'est aujourd'hui la seule source d'énergie marine en Bretagne en activité.

Majoritairement sous forme de chaleur

La chaleur constitue les deux tiers de l'énergie renouvelable produite en Bretagne, et un peu plus des $\frac{3}{4}$ de cette chaleur provient du bois bûche en 2013. Avec le bois déchiqueté dans les chaufferies, on atteint plus de 90% de la production de chaleur par le bois. Depuis 2000, le nombre et la production d'énergie des chaufferies a été multiplié par près de 10.

Près de la moitié des installations concernent le secteur résidentiel et tertiaire mais l'agriculture en compte également, notamment pour chauffer les serres. Parmi les 141 installations du secteur résidentiel et tertiaire, 26 chaufferies sont raccordées à des réseaux de chaleur, dont 12 sont qualifiés d'urbains. L'aménagement des villes peut favoriser le développement des réseaux de chaleur qui, pour être efficaces, nécessitent une certaine densité bâtie.

NOMBRE CHAUFFERIES

x10

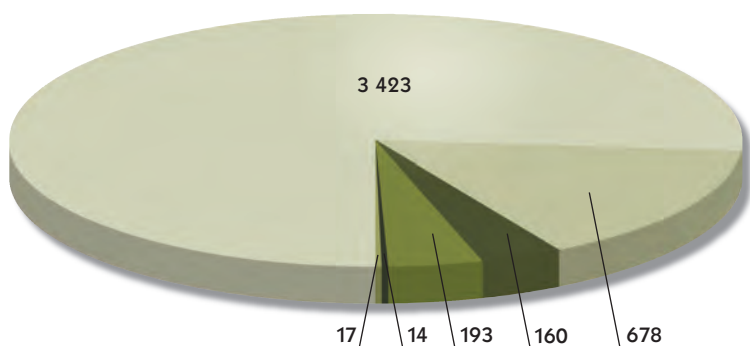
Depuis 2000, le nombre de chaufferies a été multiplié par près de 10 en Bretagne.

Les réseaux de chaleur peuvent aussi être alimentés par le biogaz, même si ce dernier est surtout utilisé en autoconsommation. Cette production reste faible (2,2 % de la production totale) mais connaît une très forte augmentation en nombre d'installations et en production, notamment depuis 2009 (plus des deux tiers des installations datent de moins de 4 ans).

Production bretonne de chaleur en 2013 en GWh

Source : OREGES

- Bois bûche
- Bois chaufferie
- Biogaz
- Unités incinération Ordures Ménagères
- Solaire thermique
- Résidus de papèterie



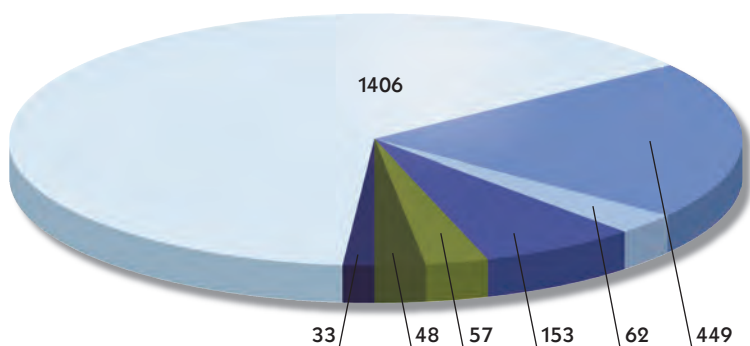
Le vent et la mer sources d'électricité

L'éolien assure la plus grande part (63%) dans la production d'énergie électrique renouvelable en Bretagne. Ainsi, avec l'usine marémotrice de la Rance, l'éolien et les énergies marines représente 83% de l'électricité renouvelable. En Bretagne, ces deux sources contribuent de façon significative à atteindre les objectifs fixés.

Production bretonne d'électricité en 2013 en GWh

Source : OREGES

- Biogaz
- Unités incinération Ordures Ménagères
- Éolien
- Énergies marines
- Hydroélectrique
- Photovoltaïque
- Autres



Pays de Lorient

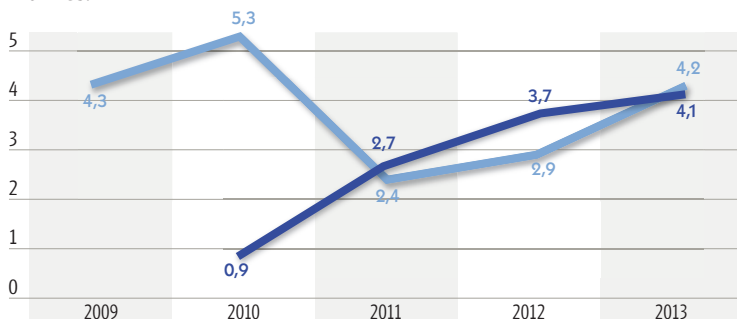
Une production pour l'instant modeste

Sur le Pays de Lorient la production d'énergies renouvelables couvre 4,4% de la consommation énergétique en 2013. Le territoire est le 17^e producteur d'énergie de Bretagne alors qu'il est le 6^e pays consommateur de la région. Il souffre de l'absence des grandes filières de production régionales (éolien, énergies marines). Le développement de l'éolien terrestre est contraint par le "mitage" urbain et par les règles de sécurité liées à la présence de la base aéronavale de Lann Bihoué. En revanche le projet d'éoliennes flottantes au large de Groix ouvre des perspectives de développement pour les énergies marines.

Production d'électricité du Pays de Lorient de 2009 à 2013 en GWh

Source : OREGES

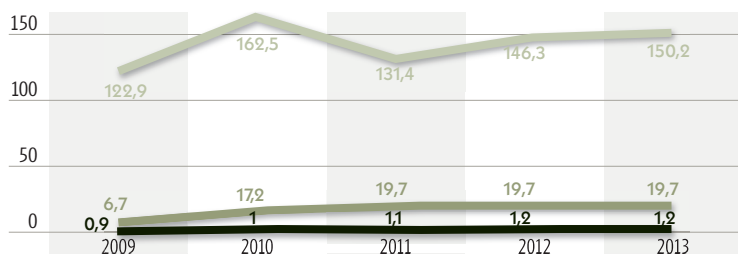
- Hydroélectrique
- Photovoltaïque



Sur le territoire, la production d'électricité est assurée par des installations hydroélectriques (sur Inzinzac-Lochrist et Quistinic) et le photovoltaïque. En 2013, le Pays de Lorient est le 6^e producteur de Bretagne en hydroélectricité et le 17^e pour le photovoltaïque avec quasiment le même volume de production. Ce dernier a connu une très forte progression sur les 4 dernières années et s'est développé sur toutes les communes malgré une baisse du prix d'achat de l'électricité depuis 2010. La grande majorité des installations se trouve chez les particuliers mais ne concerne que des petites unités. De plus grands projets sont portés par les collectivités.

Solaire thermique et bois

Les habitants du territoire ont davantage fait le choix du solaire thermique, notamment pour l'eau chaude sanitaire, grâce aux subventions supplémentaires de l'agglomération (plan soleil). En effet, le Pays de Lorient est le 2^e pays producteur sur la filière solaire thermique derrière Rennes et devant Brest et Vannes. C'est d'ailleurs sur la production de chaleur que le Pays de Lorient est le plus avancé. Il est le 12^e pays producteur de Bretagne et 9^e sur le bois déchiqueté dans les chaufferies.



PRODUCTION/CONSO.

4,4%

Sur le Pays de Lorient, la production d'EnR couvrait 4,4% de la consommation énergétique en 2013. L'objectif est de 20% pour l'année 2020

Production de chaleur du Pays de Lorient de 2009 à 2013 en GWh

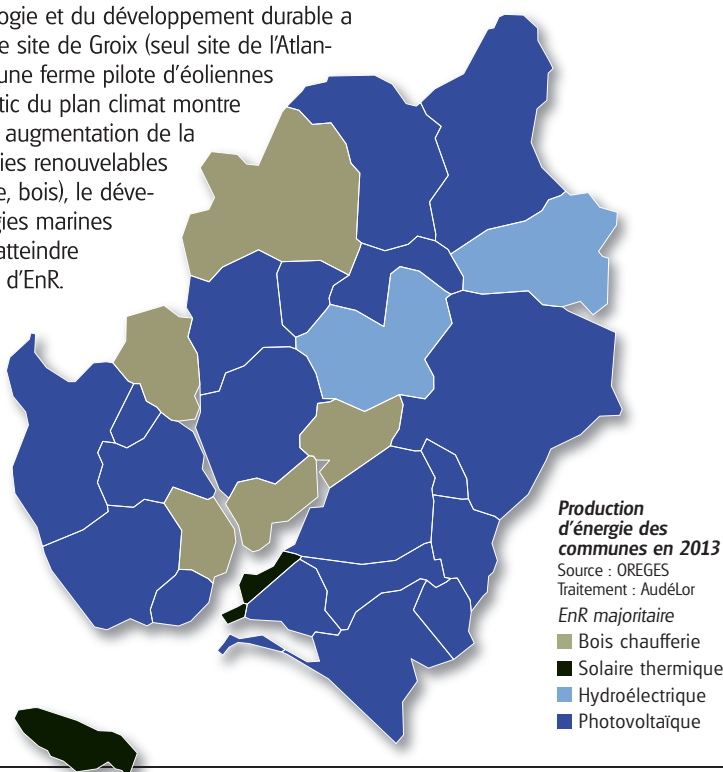
Source : OREGES

- Bois bûche
- Bois chaufferie
- Solaire thermique

Aussi, en dehors du bois bûches largement développé sur l'ensemble du territoire, chaque commune peut développer son potentiel en énergies renouvelables : de l'installation de panneaux solaires sur les toits des particuliers, des bâtiments publics ou des unités de production agricoles jusqu'au développement de réseaux de chaleur bois.

Éoliennes flottantes : une opportunité

Le ministère de l'Écologie et du développement durable a récemment désigné le site de Groix (seul site de l'Atlantique) pour accueillir une ferme pilote d'éoliennes flottantes. Le diagnostic du plan climat montre que malgré une forte augmentation de la production des énergies renouvelables sur le territoire (solaire, bois), le développement des énergies marines sera primordial pour atteindre l'objectif fixé de 20% d'EnR.



Le TER au Pays de Lorient

Sur l'ensemble de l'année 2013, 745 000 voyages en TER ont été effectués en provenance ou à destination de l'une des gares du Pays du Lorient (Brandérian, Gestel, Hennebont et Lorient).

Par jour, cela représente une moyenne de 1000 personnes réparties essentiellement sur les pôles de Lorient et Hennebont.



Une carte interactive est consultable sur le site internet d'AudéLor www.audelor.com